

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

47, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS - 75006 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 46.33.42.47

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1226 - 10 septembre 1987 - 3 F

D 1226 PANAMA: L'ÉBRANLEMENT DU GÉNÉRAL NORIEGA

Homme fort du régime civil du président Delvalle, le général Noriega, commandant en chef des forces armées panaméennes, a fait l'objet de violentes campagnes d'opposition à partir du 7 juin 1987. Ce jour-là, son ancien compagnon d'armes à l'état-major des Forces de défense de Panama, le colonel de réserve Roberto Diaz, lançait contre Noriega de graves accusations de corruption et de complicité d'assassinat du général Torrijos. Ce dernier, mort en 1981 dans un accident d'avion, était considéré comme un héros national pour avoir obtenu des Etats-Unis la restitution de la souveraineté panaméenne sur le canal et sa zone à la fin du siècle (cf. DIAL D 106, 236, 252, 321, 348 et 397). C'est un véritable puzzle de forces contradictoires que révèle cette crise politique grave: les querelles de personnes et l'opportunisme, la réalité de la corruption dans les hautes sphères de l'Etat, la toute puissance de l'armée, le jeu classique de l'opposition politique, le mécontentement populaire grandissant, les pressions des Etats-Unis cherchant à remettre en cause le traité sur le canal, le nationalisme panaméen anti-américain jusqu'à la susceptibilité extrême, tout cela évoluant dans un mélange jamais fixé définitivement. La complexité de la crise, dont le général Noriega a été l'épicentre, est analysée dans l'article ci-dessous, signé du directeur du Centre d'étude et d'action sociale panaméen, et publié dans le bulletin péruvien *Noticias Aliadas* du 9 juillet 1987.

Note DIAL

LES ACCUSATIONS CONTRE NORIEGA DÉCLENCHENT UNE GRAVE CRISE POLITIQUE

par Raul Leis

La crise politique déclenchée au Panama a été pour l'opposition une excellente occasion d'affaiblir le gouvernement en profitant du mécontentement populaire. Cette situation colle à la perfection aux pressions que le gouvernement Reagan exerce sur le gouvernement panaméen depuis près de deux ans.

Le détonateur de la crise a été les déclarations surprenantes et explosives de l'ancien chef d'état-major des Forces de défense de Panama, le colonel de réserve Roberto Díaz Herrera, qui a lancé de graves accusations contre les responsables des Forces de défense de Panama, en particulier contre leur commandant en chef le général Manuel Noriega. Le 7 juin dernier, Díaz a accusé Noriega et quelques autres membres des Forces de défense de Panama d'être impliqués dans l'assassinat du général Omar Torrijos Herrera, le 31 juillet 1981, et de l'opposant Hugo Spadafora en 1985. Díaz a également soutenu qu'il y avait eu des fraudes lors des élections générales de mai 1984, et que de hauts responsables des Forces de défense de Panama étaient corrompus.

L'opposition traditionnelle a immédiatement réagi aux déclarations de Díaz. Le Parti panaméen, dont le leader est l'ancien président de la République Arnulfo

Arías, considéré par ses partisans comme le vrai gagnant des élections de 1984, et le Parti démocrate-chrétien ont appelé la population à manifester. Les deux partis ont réussi à mobiliser les classes moyennes et hautes des zones commerciales et résidentielles de la ville au rythme des klaxons et de casseroles vides.

Cela a créé un climat favorable à l'expression des frustrations des secteurs populaires des quartiers pauvres de la ville, dont la droite a su profiter. Il est important de se rappeler qu'après la signature avec les Etats-Unis des traités du canal (1977) en vertu desquels le pays retrouvera la souveraineté sur le canal en l'an 2000, le Panama a progressivement abandonné le réformisme de Torrijos (1968-1981). Il s'est tourné vers une économie conforme aux demandes du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, et vers une démocratie libérale restreinte sous la surveillance des militaires panaméens.

En protestation contre les faits dénoncés par Díaz et pour exiger la démission des fonctionnaires incriminés, tant civils que militaires, les scolaires et les étudiants universitaires sont également sortis dans les rues et se sont mis à édifier des barricades près de leurs lieux d'enseignement. Le 10 juin les écoles publiques étaient fermées et les forces armées pénétraient dans l'université.

Les nombreuses manifestations ont désorganisé la vie urbaine et de violents affrontements se sont produits entre les manifestants et les unités anti-émeutes; le bilan s'est soldé par un nombre indéterminé de blessés et de détenus. Tout cela a fait que le gouvernement du président Delvalle a suspendu les garanties constitutionnelles dans tout le pays, pour la première fois depuis dix-neuf ans, en décrétant l'état d'urgence nationale.

Les motifs de Díaz

Le centre du problème semble bien être la question du pouvoir. Díaz, le deuxième dans l'ordre hiérarchique des Forces de défense de Panama, n'était sans doute pas satisfait de sa part de pouvoir et des bénéfices qu'il en tirait. Il a essayé de conspirer au sein de l'armée et s'en est mal sorti. Il a été contraint de quitter les cadres d'active le 1er juin, sous prétexte de "problèmes de santé". D'après des observateurs sur place, Díaz pense alors que la seule façon de récupérer sa part - ou d'en obtenir une plus grande - c'est de s'adresser à l'autre bord: l'opposition traditionnelle. Il sait que l'opposition, qui l'a toujours accusé d'être de gauche, le croira difficilement. C'est pourquoi il se livre aux aveux, en reconnaissant sa propre participation à des actes de corruption et de complicité dans la fraude électorale de 1984.

Ainsi Díaz obtient-il l'effet désiré. Il apparaît comme l'occasion unique - et inespérée - pour l'opposition de reconquérir le pouvoir. Cela convient aussi au gouvernement Reagan qui, à l'occasion de ce basculement, verrait d'un bon oeil un gouvernement panaméen plus favorable aux Etats-Unis. Cela apparaît clairement dans le soutien du Sénat nord-américain à l'opposition panaméenne quand il approuve, en fin juin, une résolution demandant le rétablissement des garanties constitutionnelles ainsi que des élections libres à Panama.

L'Eglise catholique intervient également dans les événements avec une rapidité sans précédent. Elle accorde pratiquement sa protection à Díaz en organisant une veille permanente de religieux dans la maison du colonel pour éviter qu'on attente à sa vie. L'Eglise participe encore ou donne son soutien à la Croisade civile nationale constituée de vingt-six organisations, la plupart professionnelles et patronales.

La croisade civile lance une série d'initiatives de "*désobéissance civile*", comme de "*s'abstenir de payer les impôts, les taxes, les contributions et les services publics en général, jusqu'à ce que les personnes impliquées dans les ignobles faits*

dénoncés soient radiés de leurs fonctions". Finalement la Croisade civile se joint à une grève des secteurs privés, dont les banques, qui dure une semaine.

Les racines de la crise

Officiellement une démocratie, le Panama est en fait gouverné par Noriega en tant que commandant en chef des Forces de défense de Panama, avec des pouvoirs similaires à ceux d'un chef d'Etat. Depuis que Noriega a déposé le président élu Nicolas Ardito Barletta, en septembre 1986, les relations entre lui et le Département d'Etat nord-américain sont devenues tendues. Les partis d'opposition ont toujours vu dans ces tensions un espoir d'affaiblissement du pouvoir de Noriega.

Mais ce qui s'est passé à Panama ne peut se réduire au seul schéma droite et Etats-Unis contre gouvernement et militaires nationalistes. La réalité c'est que la décomposition du "torrijisme" (1) des années soixante et la crise générale touchant la société panaméenne ont provoqué un mécontentement profond dans les milieux populaires.

Quelque 15% de la population économiquement active est au chômage (officiellement on parle de 10%) et, d'après des dirigeants syndicaux, le taux est à la hausse. Le gouvernement a modifié des lois populaires concernant le logement, le travail, la santé et l'éducation. En général, depuis 1981, au lieu de développer le modèle "torrijiste" de représentation populaire limitée, on a renforcé le modèle de représentation formelle de la démocratie libérale.

Les tensions sociales ont fait des événements de Panama un terrain fertile pour les explosions sociales comme celles de juin. Quelqu'un a qualifié le gouvernement de "pôle corrompu" de la contradiction. Il est aussi, pour beaucoup, le "moindre mal" contre les prétentions nord-américaines au Panama.

Pour les observateurs locaux, il y a trois issues à la crise politique déclenchée au Panama:

- Une issue "officielle", grâce au contrôle de la situation par le gouvernement. Ce qui signifierait contrôle de l'ordre public avec une apparence de situation tenue en mains mais avec la permanence des problèmes de fond. Et cela dans le cadre d'un gouvernement ayant sérieusement perdu de sa légitimité aux yeux du peuple.
- Un renversement de situation favorable à l'opposition traditionnelle et, par conséquent, directement bénéfique au gouvernement Reagan et à sa politique dans la région. De ce point de vue, le Panama est un lieu géostratégique, tant dans le conflit centro-américain que pour l'importance économique et militaire du canal.
- Une issue populaire à la crise. C'est-à-dire la présence des secteurs populaires organisés qui recherchent une solution réelle, bien que partielle, à la crise par un programme nationaliste et démocratique.

Les deux premières alternatives semblent les plus probables, en raison des données concrètes du pouvoir. La troisième est la plus difficile, même si on commence à voir quelques avancées dans ce sens. Le 3 juin a été créée la Coordination des organisations populaires de Panama, avec les principales forces syndicales, paysannes, indiennes, étudiantes et intellectuelles. Dans une déclaration, la coordination décrit la crise comme "l'incapacité des secteurs dominants représentés au gouvernement et par l'opposition de trouver des solutions aux besoins essentiels du peuple", et dénonce "les manœuvres de l'impérialisme". La coordination affirme la nécessité d'une alternative populaire à la crise dans un programme en vingt-cinq points.

Quelle que soit l'issue de la crise, l'opinion prévaut ici que, dans un avenir proche, Noriega devra quitter les Forces de défense de Panama.

[1] De Torrijos, général au pouvoir de 1968 à 1981 dont le titre de gloire a été d'arracher aux Etats-Unis la souveraineté sur le canal (NdT).

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 320 F - Etranger 380 F - Avion 450 F
Direct. Charles ANTOINE - Imp. DIAL - Com. par. presse 56249 - ISSN 0399-6441